trave à la liberté individuelle et à la liberté des cultes ; (c) qu'il n'y a aucun texte positif dans notre code statuant, comme condition essentielle du mariage, qu'il soit célébré devant le curé des parties.

Cependant, pour trouver la source du droit applicable à la cause de la demanderesse, il faut nous reporter à une époque antérieure à celle du code civil, voire même à la cession du pays, c'est-à-dire à l'époque où le mariage était régi par les lois françaises.

HISTOIRE DE LA LÉGISLATION LORS DE LA CESSION.

Personne ne conteste le fait historique qu'avant la cession, les lois françaises régissaient notre pays.

Pothier expose entièrement, dans son traité sur le mariage, les lois françaises relatives à la célébration du mariage, qui étaient applicables et suivies dans ce pays avant la cession.

Pothier, vol. VI, No 354. — « Il faut, pour la validité du mariage, non seulement qu'il ait été célébré en face de l'Église, mais encore que le prêtre qui l'a célébré ait été compétent ».

Idem. No 353. — « Le prêtre compétent pour la célébration des mariages, est le curé des parties ».

« Le curé des parties est celui du lieu où elles font leur résidence ordinaire ».

Idem, No 360. — « Tout autre prêtre qui n'a la permission ni de l'évêque, ni du curé des parties, est incompetent pour le célébrer ».